

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX – N° 275 – VENDREDI 18 DÉCEMBRE 2015

Le jour d'après la COP 21

PÂQUERETTE D'AMOUR

Le cœur de Manuel Vaise-t-il
entre Jean-Pierre et Clémentine ?
Même pas.
Claude en est malade.

AGENDA MILITANT

→ 19 décembre

Paris [Migrant-e-s, bienvenue !](#)
Pontivy [Pour une Bretagne ouverte et solidaire](#)

→ 8-9 janvier

Paris [Impérialismes : approches marxistes](#)

→ 16 janvier

Paris [Face à l'UE, quelle stratégie
pour sortir de l'austérité ?](#)

À LIRE SUR
communistesunitaires.net

→ **Communisme**

[Cossutta, l'un des derniers survivants
togliatiens](#)

→ **Discriminations Racisme**

[Participer à la dynamique pour la paix,
la justice et la dignité](#)

→ **Citoyenneté**

[Un nouveau front populaire et citoyen](#)

François Hollande en clôture de la COP 21 s'enthousiasme : « *il est rare d'avoir dans une vie l'occasion de changer le monde* ». Il ne croit pas si bien dire. L'accord de Paris entérine effectivement le changement du monde et de son atmosphère¹. D'un côté, des engagements volontaires des pays aboutissant à 3°. De l'autre, un accord qui parle de moins de 2° - voir 1, 5° - de réchauffement maximum. Et pas grand chose pour passer de l'un à l'autre. Les cycles de révisions - pour rendre les objectifs plus ambitieux - commencent en 2018 ou 2023 quand les cinq à dix ans qui viennent vont être cruciaux. S'il y a des sanctions prévus quand on signe des accords internationaux sur le commerce et l'investissement, ce n'est pas le cas dans cet accord pour le climat...

Après Munich, Léon Blum eu l'honnêteté de reconnaître qu'il était partagé entre « *un lâche soulagement et la honte* ». Soulagement qu'il y ait eu un accord. Honte car la rédition face aux multinationales et à l'idolâtrie de la croissance continuent une guerre à la biosphère qui va aboutir à des millions de morts, des dizaines de millions de déplacés, sans compter l'hécatombe pour la bio-diversité... Encore plus sûrement qu'avant la Deuxième Guerre mondiale, nos responsables politiques savent et nous emmènent dans le mur... et en affichant devant les caméras le sentiment du devoir accompli.

Et nous, société civile et autorités locales, saurons-nous passer à l'étape supérieur pour bloquer les projets climaticides mais aussi pour construire la sortie de l'économie carbonée ? Plus que jamais se pose aux militants français la question de la désobéissance civile de masse. Plus que jamais se pose pour les milliers d'expérimentations de terrain - dans l'énergie, l'agriculture, les transports... - la question de la coordination nécessaire pour passer à une transition de grande ampleur. Au pied du mur, nos dirigeants ont failli... et nous ?



● Stéphane Lavignotte

1. Pour une analyse détaillée : <https://france.attac.org/actus-et-medias/salle-de-presse/article/reaction-d-attac-france-a-l-accord-de-paris>

Pour en finir avec la course à l'abîme et rouvrir l'espoir

Alors qu'en 2015 la société française s'est rapprochée du dangereux précipice où les crimes de masse viennent nourrir une surenchère guerrière et liberticide, comment envisager 2016 autrement ?

L'année aura commencé par les exécutions du 7 au 9 janvier¹, poursuivies par les crimes de masse du 13 novembre, et elle se sera achevée par les succès du Front national aux élections régionales², dans un contexte de surenchère liberticide et autoritaire des principaux partis politiques. Voyons donc ce paysage de désolation à l'orée de l'année 2016, en ne se cachant pas derrière le mini sursaut "républicain" du 13 décembre pour, encore une fois, faire soi-disant barrage au Front national. Essayons de distinguer ce qui se poursuit ou s'amplifie de manière délétère, afin de cerner quelques enjeux et pistes pour la suite.

Le terrorisme de masse en plein Paris

Avec les exécutions de janvier, un pas notable avait été franchi : l'exécution des journalistes de *Charlie Hebdo*, pour blasphèmes, et de personnes juives parce que juives. Le 13 novembre, une autre étape a été franchie par les criminels de Daesh : des meurtres de masse et à l'aveugle, délivrant le message d'une volonté de destruction globale d'une société ayant un mode de vie dégénéré. S'il faut admettre que les choix du gouvernement et des principaux partis s'appuient sur une situation objectivement nouvelle, ce qui explique l'accélération

de l'histoire à laquelle nous assistons, il faut aussi préciser ce que recouvre l'idée de situation nouvelle. Il ne s'agit pas, contrairement à ce qui s'écrit partout, d'une guerre sur le territoire français ; et il ne s'agit pas d'une guerre de religion, tant la religion n'est ici, comme l'écrit Alain Badiou qu'un « *vêtement* ». Le philosophe explique notamment : les tueurs « *s'imaginent être portés par la passion anti-occidentale mais ils ne sont qu'un*

S'il faut admettre que les choix du gouvernement et des principaux partis s'appuient sur une situation objectivement nouvelle, il faut préciser qu'il ne s'agit pas d'une guerre sur le territoire français, ni d'une guerre de religion.

des symptômes nihilistes de la vacuité aveugle du capitalisme mondialisé, de son impéritie, de son incapacité à compter tout le monde dans le monde tel qu'il le façonne »³. Et aussi : « *Les tueurs sont*

de jeunes fascistes qui ressemblent aux miliciens de Pétain, et dont les motifs sont bourbeux, mortifères et en outre sans contenu véritable.. »

Une réponse liberticide et autoritaire

Le soir même du 7 janvier, place de la République, des dizaines de milliers de personnes manifestèrent ; puis des millions le 11 janvier. Ce furent parmi les plus grandes manifestations depuis la libération de Paris en 1944. À l'inverse, depuis les attentats du 13 novembre, sur fond d'état d'urgence, zéro mobilisation de masse... De fait, la situation immédiate après les attaques - une situation d'urgence, avec un fort niveau de risques - a servi à justifier pendant quelques jours l'interdiction de manifester, mais le résultat est aujourd'hui que toute mobilisation de masse a été tuée dans l'œuf par les choix de l'État. Ainsi, le drame du 13 novembre reste sans réponse populaire et il lui est entièrement substitué une réponse purement institutionnelle, dans un registre liberticide et autoritaire. Sur les lieux des crimes, les citoyens défilent nombreux dans l'émotion - ce qui est parfaitement légitime -, sous le regard bienveillant des forces de police, mais ces défilés n'expriment rien sur les causes du drame, comme si l'on ne pouvait rien comprendre de ce qui se passe. Les attentats de janvier avait aussi conduit à une démonstration de force diplomatique, avec le rassemblement de rue des chefs d'États et de gouvernements du monde entier, ●●●

1. Dans quel monde vivons-nous ? Dans quelle société voulons-nous vivre ?, [ici](#).

2. Lire notre éditorial, [ici](#) et l'analyse de Roger Martelli, [ici](#).

3. Lire l'intervention d'Alain Badiou, Penser les meurtres de masse, [ici](#).

●●● à côté de la manifestation populaire. Après le 13 novembre, c'est une toute autre attitude qui a été choisie⁴ : guerrière, pratiquant une surenchère tous azimuts, installant d'état d'urgence dans la durée. Ainsi, la restriction des libertés a visé depuis, par exemple, des militants écologistes et libertaires qui au-

4. Face à la terreur de Daesh, gouverner par la guerre et par la peur ?, [ici](#). et Mobilisation de la société pour défendre la vie et les libertés, [ici](#).

raient souhaité mettre la COP 21 sous pression citoyenne ou en dénoncer le manque d'ambitions. Ici et là, des associatifs et des intellectuels s'inquiètent des glissements opérés... mais jusqu'à présent dans l'indifférence du plus grand nombre (en attendant, peut-être l'augmentation du nombre de bavures ?). D'autres étapes d'essence sécuritaire sont d'ailleurs annoncées, dont en particulier la modification de la Constitution afin de créer une nouvelle sorte d'état

d'exception et de prévoir la déchéance de nationalité de binationaux. Ainsi, au caractère extraordinaire des événements du 13 novembre répond l'entrée dans un nouveau régime de la politique, qui amplifie nettement les reculs déjà constatés depuis les émeutes urbaines de 2005.

Les grands partis au diapason

François Hollande et Manuels Valls ont choisi de reprendre à leur compte les postures et les propositions sécuritaires les plus radicales de la droite voire de l'extrême-droite, en leur donnant la dimension autoritaire que leur permet le fait qu'ils sont aux manettes. La droite est, depuis, prise entre alignement et surenchère ; et le FN ne peut que se froter les mains, prévoyant que les électeurs préféreront en 2017 l'original à la copie, ce qui place Marine Le Pen dans une position encore plus favorable que celle qu'elle avait déjà. Notons au passage que la défaite du lepénisme au second tour de l'élection régionale lui permet de ne pas s'exposer à la gestion d'un exécutif, et d'être donc, comme le souhaitent ses dirigeants, le premier parti d'opposition au gouvernement PS. Quant au Front de gauche et à Europe Ecologie les Verts, les votes pour la prolongation de l'état d'urgence, les 19 et 20 novembre dernier à l'Assemblée nationale et au Sénat, ont planté pour un moment toute lisibilité de leurs mises en garde sur les risques inhérents à une telle situation d'exception. Résultat : les enjeux de fond qui doivent être soulevés face aux attentats sont sous la table, rendus invisibles à la fois par le PS, les partis de droite et le Front national, qui ont tous intérêt aujourd'hui à centrer le débat sur le sécuritaire (et demain, éventuellement, sur la guerre).

Valls : haro sur la gauche d'alternative, pour ne rien changer

Bien entendu, le second tour des élections régionales n'effacera pas le premier, nous ont dit en cœur, dimanche dernier, les représentants des "grands partis républicains". Et d'annoncer un « *grand débat de fond* », une « *meilleure écoute des citoyens* ». Et de promettre de faire mieux maintenant, et de préparer un projet... Cependant, pas l'once d'un début de mise en question sur l'état de la société et la crise sociale, sur l'état de la politique et la crise de la démocratie. Au lendemain du scrutin, Pierre Moscovici expliquait sur *Arte* la nécessité de poursuivre les réformes et d'avoir le courage (« *je pèse mes mots* » !) d'aller vers une plus grande « *flexibilité* ». Parallèlement, des éléphants du gouvernement et du PS mettaient en cause Clémentine Autain, porte-parole d'Ensemble, pour, prétendument avoir contribué à la défaite de Claude Bartolone en Île-de-France¹, pensant probablement éviter ainsi un véritable questionnement sur ses causes. En fait, tout va pouvoir reprendre comme avant. Et pourquoi cela ? Parce que ni la droite ni le Parti socialiste n'entendent ouvrir le débat de la politique économique et sociale de la France ; ils sont rivés à l'austérité, qui est le seul horizon qu'ils proposent. Et ils n'entendent pas non plus ouvrir le débat sur la politique étrangère de la France, dont ils sont responsables alternativement depuis des décennies. La seule chance que quelque chose se passe maintenant sera que la société change de colère. Il s'agit de réussir à démasquer l'imposture du Front national pour mettre au cœur du débat public la question de l'égalité.

● G. A.

1. Sur cette vilaine polémique, lire :

- l'article de Roger Martelli, [ici](#).

- l'article d'Alain Gresh, [ici](#).

- la réponse de Françoise Dumont, présidente de la Ligue des droits de l'homme à Gilles Clavreul, Délégué interministériel à la lutte contre le racisme et l'antisémitisme, [ici](#).

●●● Ouvrir le champ du débat public

Depuis le 13 novembre, tout un champ est purement et simplement absent du débat médiatique : celui qui, seul, peut permettre à la fois d'agir réellement sur les causes des problèmes et de faire émerger une alternative à une régression autoritaire et ouvertement xénophobe.

Le drame du 13 novembre reste sans réponse populaire et il lui est entièrement substitué une réponse purement institutionnelle, dans un registre liberticide et autoritaire. Les citoyens défilent nombreux dans l'émotion, mais ces défilés n'expriment rien sur les causes du drame.

Pour la gauche d'alternative, la question est d'ouvrir le champ du débat public, au lieu de laisser les adversaires de l'émancipation décider de son périmètre et de ses ordres du jour. On peut le formuler autrement : il est temps, plus que temps, de mener à un nouveau une bataille idéologique digne de ce nom.

En la matière, les pistes sont nombreuses. Quelques exemples. Les principaux partis, notamment ceux qui ne cessent pourtant depuis des années de

défendre l'idée que notre horizon politique est européen, ont redécouvert tout récemment la France et son drapeau. Or, dans le monde tel qu'il est désormais, l'horizon dans lequel nous devons situer la réflexion et l'action politique est mondial. Il faut donc changer d'échelle d'analyse (c'est possible tout de suite) et d'action (cela peut se construire). Autre idée : rester focaliser sur les enjeux institutionnels et électoraux alors que le système institutionnel et les pratiques électorales sont disqualifiés comme jamais, ce n'est pas seulement se laisser prendre au jeu du "tous pourris" (jeu auquel le FN est toujours gagnant) ; c'est aussi ne pas comprendre que c'est à partir de la société qu'il sera possible de construire autre chose. Bien sûr, il ne s'agit pas d'ignorer l'État, mais d'en évaluer les contradictions et d'en jouer. Parmi ces contradictions, notons qu'aujourd'hui les mêmes (socio)libéraux qui militent depuis 30 ans pour diminuer le poids de l'État proposent de le renforcer (sur le volet sécuritaire), quitte même à s'affranchir du pacte de stabilité. Reste que pour que d'autres logiques s'imposent, il faut surtout déplacer le curseur de la vie politique vers l'appropriation citoyenne des savoirs et des pouvoirs.

Il faut aussi mettre sur la table le débat sur la politique internationale de la France, par exemple le surinvestissement dans la logique de guerre quand seules des solutions de paix, négociées, permettront de sortir des dynamiques mortifères à l'œuvre. Cela inclut la révision de la politique vis à vis du Qatar et de l'Arabie saoudite, mais au-delà de ces questions précises, c'est l'ensemble des questions relatives à la vision du monde

de demain et à la conception des relations internationales.

Tout un champ de réflexion est absent du débat médiatique, alors que seule une ouverture peut permettre d'agir sur les causes des problèmes et de faire émerger une alternative à une société hyper sécuritaire, à une régression autoritaire aujourd'hui, et ouvertement xénophobe demain.

Une difficulté est que traiter vraiment ces questions, c'est s'émanciper de la manière dominante de poser les problèmes, réfuter le "bon sens" qui prétend que pour préparer la paix il faudrait faire de plus en plus et partout la guerre. "Bon sens" qui omet que des massacres comme ceux de Paris sont commis quasi quotidiennement dans de nombreux pays. Et qui fait semblant qu'il existerait des guerres propres, alors que les exécutions par drones sont réputées faire de multiples victimes collatérales, etc. Il faut tout particulièrement prendre à bras le corps les enjeux relatifs à l'égalité, à toutes les échelles, et tout particulièrement ceux qui concernent la situation et l'avenir des quartiers populaires. Une lecture de droite des crimes récents accuse ceux qui demandent que ●●●

●●● l'on débâte du sort des quartiers populaires, de l'avenir des jeunes ou de la lutte contre les discriminations, d'absoudre les terroristes. Une option de gauche - une gauche non convertie au cynisme ambiant - répond que sans mise en cause profonde du modèle républicain actuel, qui est en faillite, notre société fabrique et fabriquera demain encore plus de jeunes susceptibles d'être embrigadés par les idéologues de la "guerre des civilisations".

L'unité cartellisée ne suffira pas

La question de l'unité de la gauche de transformation sociale et écologique s'impose, notamment celle de la convergence entre le Front de gauche et EELV. Pour autant, ce petit bout de la lorgnette ne doit pas masquer le besoin de changements profonds. Constituer un énième cartel de petites forces ne ferait que préparer de nouvelles désillusions. L'enjeu a été posé par Christian Favier, président du Conseil départemental du

Val-de-Marne : « *Le Front de gauche aujourd'hui, qui est essentiellement constitué de formations politiques, doit évoluer. (...) Il faut aller vers quelque chose de beaucoup plus large, notamment dans la dimension citoyenne et écologiste* ». Pour lui, « *Il faut que les partis politiques acceptent de ne pas simplement jouer les guides. C'est une difficulté qu'on rencontre car on est plus dans des politiques de ralliement : se rassembler derrière une formation. Alors qu'il faut travailler à construire avec tout le monde, inventer des formes nouvelles, comme on en voit émerger en Europe. En France, on a un peu plus de mal car les schémas sont calés sur le fonctionnement des partis. Il faut que ça parte d'en bas, de mouvements de terrain, des localités, des entreprises* ». Ajoutons qu'il faut dépasser la césure entre le social et le politique, et celle entre forces sociales et politiques... sans quoi les mobilisations continueront d'être éparpillées, d'échouer et donc de s'épuiser.



Qu'est-ce que c'est que « La France » ?

« *Commençons par la France. La France, aujourd'hui, c'est un signifiant sans contenu affirmatif définissable. Aujourd'hui, qu'est-ce que c'est que "La France" ? C'est un acteur de seconde zone de la structure mondiale que j'ai décrite. Alors on dit "nos valeurs !", mais les valeurs de la France c'est quoi ? J'ai mon point de vue là-dessus. La France, ce qui la singularisait - parce que s'il y a des valeurs françaises, il faut bien se demander ce qui les singularise -, c'était la tradition révolutionnaire. Républicaine d'abord, à partir de la Révolution de 89. Puis socialiste, anarcho-syndicaliste, communiste et finalement gauchiste, le tout entre 1789 et, mettons, 1976.(...) ceux qui sont dans des crispations identitaires sur la France, on voit bien ce qu'ils veulent. Finalement, ils veulent, comme toujours dans les crispations identitaires, qu'on persécute les autres. Parce que c'est toujours ça l'identité, à la fin des fins, quand elle n'a pas de signification universelle comme l'avait la tradition révolutionnaire. Une identité qui n'a pas de signification universelle ne se définit que par la persécution de ce qui n'est pas elle. Il n'y a pas d'autres moyens de lui donner un semblant de vie. Les gens qui disent "La France, la France", qu'est-ce qu'ils font, eux, pour la France ? Et bien ils brament contre les Arabes, c'est tout. Et je ne pense pas que ce soit un service éminent rendu à la France. Ça n'honore pas particulièrement les Français. Cependant, ces valeureux "Français" sont moins de 3 % à accepter, s'il le faut, de mourir pour la patrie (le sondage a été fait...) . »*

● Alain Badiou

Extraits de "Penser les meurtres de masse", [ici](#).

L'enjeu est celui de la mise en mouvement d'une nouvelle citoyenneté, qui dépasse la crise actuelle du système de représentation. Cet enjeu est perçu dans différentes formations, mais celles de droite ou du PS ne peuvent en réalité promouvoir de nouvelles pratiques faisant réellement place à la participation des personnes et à l'appropriation des pouvoirs, pour une raison simple : tout le système politique repose sur la dépossession des citoyens, qui permet d'ignorer les besoins et les aspirations. Au contraire, une approche alternative valorise l'expression des besoins - qui sont déjà là -, appuie et se nourrit de ●●●

●●● l'expression des désirs et des aspirations des personnes - qui sont puissants, eux aussi ! -, ce qui est de nature à motiver l'implication citoyenne là où les modèles délégataires sont épuisés. Cela nécessite une nouvelle manière de faire de la politique, qui doit se substituer aux vaines batailles entre états major, sur fond d'ambitions personnelles. Il s'agit de réussir à développer des pratiques qui décloisonnent les initiatives, qui leur permettent de se déployer auprès de nouveaux publics, notamment par l'utilisation des modes actuels investis massivement par les jeunes (souvent à l'exclusion des modes traditionnels de communication).

S'agissant des jeunes, écoutons Badiou : la jeunesse « *n'a peut-être pas envie d'entonner le chant de la gloire de l'Occident ; elle n'a peut-être pas envie d'être animée par un désir de cette gloire et de tenter d'y installer son destin ; et elle n'a peut-être pas envie non plus d'être dans le nihilisme meurtrier. Tant qu'une proposition stratégique autre ne lui sera pas faite, elle restera dans une désorientation essentielle. Le capitalisme est une machine à désorienter les sujets, dès lors qu'ils ne se résignent pas à s'installer simplement dans la vacuité du binôme consommateur / salarié. Et s'il y a cette proposition, s'il y a cette irrigation par une pensée neuve, ce sera cela qui viendra à bout du fascisme contemporain. Ce ne sera*

pas les sordides guerres de l'État, qui ne nous promettent rien de bon ». Peut-être qu'EELV et le Front de gauche transformés, dépassés, pourrait ouvrir le chantier en vue d'élaborer une telle proposition stratégique avec des jeunes, et non pas simplement en leur direction ?

**Développer
une vision du monde
de demain
et une nouvelle
conception des relations
internationales,
déplacer le curseur
de la vie politique
vers l'appropriation
citoyenne des savoirs
et des pouvoirs sont
deux pistes stratégiques
majeures.**

L'égalité au cœur du projet

Une autre obligation pour les partisans de l'émancipation est celle de constituer une cohérence d'analyse, de stratégie et d'initiative, débarrassée des ambiguïtés du PCF et d'EELV par rapport au PS. Elle est à relier à ce qui précède, car il ne s'agit pas de se contenter d'une nécessaire

radicalité d'approche, comme le NPA. Il faut que cette radicalité s'exprime dans un sens positif, et constructif. Une telle cohérence implique la formulation et la diffusion des valeurs et des mots qui servent à guider l'action. Il s'agit de replacer l'égalité au cœur du débat public et d'oser réinvestir les mots qui lui sont liés - inégalités entre les classes sociales, oppositions entre riches et pauvres, propriété des moyens de production, monde du travail, lutte contre l'exploitation, salariat, précarité, patriarcat, lutte contre les discriminations, émancipation... -, contre une conception qui borne le débat aux questions identitaires ou même à la seule laïcité, dans une définition étroite.

Il s'agit aussi de déployer des idées fortes qui existent déjà mais qui ne sont portées qu'à la marge : promouvoir la gratuité, choisir la sobriété, encourager la décroissance, mixer recherche d'efficacité sociale et d'efficacité écologique, exiger une diminution du temps de travail à 32 heures, réinventer l'école, mettre la culture au cœur du projet politique... Là aussi, il s'agit de s'émanciper de nos propres barrières mentales qui, au prétexte d'être crédibles, nous amènent en fait à capituler.



● Gilles Alfonsi

Souvenirs de Chaplin

Manuel Valls pose une question « *Qu'ai-je en commun avec Clémentine Autain ?* ». La réponse implicite qu'il donne à cette question est l'expression la plus pure de la vérité : rien.

Aura-t-il fallu la victoire hégémonique du Front national pour que tombe un masque qui ne faisait depuis longtemps plus illusion ? Après tout, ce n'est pas un scoop : Manuel Valls n'est pas de gauche. Cela pose assurément des problèmes de vocabulaire (c'est quoi, "la gauche" ?), mais c'est une vérité qui a vocation à devenir incontournable.

Il y a des tas de gens de gauche dans l'électorat du Parti socialiste. Il y en a parmi ses sympathisant-e-s, parmi ses membres, parmi ses cadres. Un sondage réalisé entre les deux tours des élections régionales disait qu'en Île-de-France, 49 % des électeurs et électrices socialistes estimaient que l'arrivée de Valérie Pécresse à la tête de la région serait une mauvaise chose. On comprend bien que les 51 % d'autres manquent quelque peu de repères, mais cela laisse du monde. Ces 49 %, sans doute ont "quelque chose" en commun avec Clémentine Autain. Peut-être pas beaucoup plus que "quelque chose", mais c'est déjà un terrain sur lequel construire.

Parler de construire ne dit rien sur quoi ni sur avec qui. Et rien sur comment. Or, ce sont là des questions qui ne peuvent être mises de côté. Disons, construire une alternative émancipatrice. Avec le plus grand nombre. Et en refusant de rester enfermé-e-s dans les cadres institutionnels classiques de la politique. On avance. On n'est pas arrivé-e-s.

Il y a tout un terreau d'initiatives, d'actions, de mouvements, de collectifs divers et variés qui résistent à l'ordre dominant et font germer du neuf. Même dans le champ de ruines de la vie politique, la vie s'incruste, cherche et trouve des failles dans l'asphalte du monde. Les lendemains déjà là.

Manuel Valls, toujours, qui a décidément le sens de la vérité, pointe un aspect des choses, en disant pour commenter le résultat des dernières élections et indiquer ses propres perspectives : « *Il n'y a pas une demande pour plus de gauche, mais pour plus de République.* » Ce n'est pas faux. Mais ce n'est qu'un aspect des choses. De nouvelles majorités peuvent se révéler, avec d'autres demandes. Des majorités qui contestent - que ce soit par l'abstention, par des votes d'adhésion ou de sanction, ou par l'inertie de votes sans espoir - les canons admis de la politique. Il y a toutes celles et tous ceux qui entendent déléguer leur puissance, mais il y

a aussi celles et ceux pour qui cette délégation est insupportable. Pour eux, pour elles, ce n'est pas de l'État républicain, ni de l'état du monde qu'on doit attendre le salut : c'est du patient travail de la vie quotidienne, de la résistance et de la lutte.



On se rappelle la scène des *Temps modernes* de Charlie Chaplin : Le vagabond avait ramassé pour lui rendre le fanion rouge perdu par un camionneur,

et le voilà sans l'avoir voulu, sans même l'avoir compris, à la tête d'une manifestation révolutionnaire. Parfois, les choses s'enchaînent d'une manière que l'on n'avait pas prévue. On joue un rôle qu'on n'avait pas l'intention de jouer, dont on avait même pas idée. C'est la marche de l'Histoire, dans son absurdité et dans sa logique. Les forces sociales dépassent de loin les intentions de leurs protagonistes, et peuvent même suivre des chemins de traverse... cela peut survenir quand on l'attend le moins, mais il n'est pas mal venu de l'attendre, ni même d'y travailler.

"Dans la rue et dans les urnes", disait-on. C'est toute une dialectique à faire vivre.

● Laurent Lévy



F

Comme fascisme

Au lendemain du premier tour des Régionales, Pierre Laurent, dans *l'Humanité* qualifiait le FN de parti "libéral-populiste". Sans doute cela exprime-t-il une tentative de mettre à jour l'analyse ; mais cela mériterait vraiment discussion. Ce n'est pas en accolant deux mots piégés et eux-mêmes sources de confusion, "libéral" et "populiste", que l'on rend les choses plus claires.

Mieux vaudrait avoir le courage politique de qualifier le FN de parti fascisant ou néo-fasciste. Cela ne suffirait pas à en détourner les électeurs, mais cela permettrait de combattre la banalisation du FN et la lepénisation des esprits à laquelle participent la droite, (voir les déclarations de Sarkozy sur le fait que le vote FN ne serait « *ni antirépublicain ni immoral* ») ainsi que la dérive sécuritaire et guerrière de Hollande et du gouvernement socialiste.

On objectera peut-être que le rappel de références historiques ne sert à rien. Mais c'est dans le refus de regarder l'Histoire en face que renaissent les fantômes du passé.

Le FN peut être qualifié de fasciste. Et non seulement parce qu'il a été porté sur les fonts baptismaux par d'anciens colabos et nostalgiques (tels Roland Gaucher, ancien responsable des jeunesses nationales populaires sous Vichy, ou des anciens Waffen-SS, comme Léon Gaultier et Franz Schönhuber, de la Division Charlemagne, ami de Le Pen dont il a écrit une biographie et qui siégeait dans le même groupe au Parlement européen).

Le FN est un parti que son idéologie et son organisation apparentent au fascisme. Certes, Marine Le Pen n'est ni Mussolini, ni Hitler. Mais nous savons qu'il y a eu autant de fascismes que de réalités nationales. La définition classique du fascisme donnée par Dimitrov, lors du VII^e Congrès de l'Internationale (la « *dictature ouvertement terroriste des éléments les plus réactionnaires, les plus chauvinistes et les plus impérialistes du capital financier* ») est loin d'épuiser le sujet. Dimitrov, lui-même, lors du même congrès appelait les marxistes à analyser les différences nationales entre les divers fascismes. De nombreuses analyses en ont été faites, depuis celles de L'École de Francfort, mettant en évidence le rôle des couches moyennes, ou les ressorts psychologiques du fascisme (chez Reich et

Fromm) par exemple, ou la part qui revient à la « *crise de la représentation partisane* », (chez Poulantzas, qui montre une certaine autonomie de la politique par rapport à l'économie).

Dans sa contribution à un livre récent (et très utile)¹, Samir Amin traite du retour du fascisme aujourd'hui dans la crise du capitalisme. Il montre les diverses variantes qui en ont existé et en existent aujourd'hui (depuis le fascisme des puissances impérialistes, comme en Allemagne ou au Japon, jusqu'aux fascismes des nations dépendantes ou vaincues). Sa grille de lecture est utile, pour comprendre ce qui se passe, des déclarations de Donald Trump ou Hilary Clinton, aux fascistes ukrainiens aux islamo-fascistes de Daech...

Mais à travers leur diversité, tous les fascismes partagent des traits essentiels.

**La lutte des peuples
remplace la lutte
des classes.
Cela correspond bien
à l'époque de la mise
en concurrence généralisée
des peuples
par la globalisation
capitaliste. Les fascismes
modernes forment
l'idéologie de la période
des guerres
de la mondialisation.**

1. Les mouvements fascistes se présentent toujours comme porteurs de renouveau... Mais ils sont toujours fondés sur des mythes ultra réactionnaires, (au sens où ils prônent le retour à un passé qui n'a jamais existé). C'est vrai dans l'islam et c'est vrai ici. L'idée de la France défendue par Marine Le Pen est un fantasme. La "préférence nationale" ne se fait certes pas au nom de la défense de la race (...même le FN doit tenir compte de ce qui a changé dans le monde et dans les esprits) mais au nom d'un culturalisme. Les étrangers menace-

raient notre culture et l'islam est le nouveau "bouc émissaire". C'est "la guerre des civilisations" de Huntington. Mais, à travers la préférence nationale, c'est bien d'une division de la nation sur une base ethnique qu'il s'agit. Comment un parti qui divise la classe ouvrière sur une telle base, et l'affaiblit donc, peut-il d'ailleurs se faire passer pour le parti des ouvriers ? La lutte des peuples remplace la lutte des classes. Cela correspond bien à l'époque de la mise en concurrence généralisée des peuples par la globalisation capitaliste. Les fascismes modernes forment l'idéologie de la période des guerres de la mondialisation. ●●●

1. À lire : *Pour le peuple, contre le Front national*, Le Temps des Cerises, septembre 2015, 10 , (avec des contributions de Pierre Laurent, Alexis Corbière, Mathias Tavel, Christian Piquet, Roger Martelli, Pierre Ivorra, Yvon Quiniou, Samir Amin).

●●● 2. Les fascistes ne sont pas des populistes. Ils pratiquent depuis toujours une *démagogie* sociale, capable de détourner les aspirations populaires... mais sans jamais toucher au nerf de la guerre, au système capitaliste lui-même, à la question de la propriété des grands moyens de production et d'échange. La remise en cause verbale de l'ultra-libéralisme et le protectionnisme prôné correspondent certainement aux intérêts d'une fraction du capitalisme (petits patrons et sous-traitants, etc.) qui se sentent menacés par la mondialisation. Cette démagogie permet d'amalgamer des revendications différentes et opposées, comme "le moins d'impôts" de ces catégories et le "plus d'État" des plus pauvres.

3. Tout en se revendiquant du peuple, les fascistes (et c'est ce qui les distingue) veulent en finir avec la démocratie. De ce point de vue, la définition de Dimitrov reste valable quand il explique que le fascisme, c'est la substitution d'une forme de pouvoir de la bourgeoisie (la démocratie bourgeoise) par une autre : la dictature. Certes, le FN n'est pas encore au pouvoir... et il ne s'appuie pas sur des bandes armées. (Il n'a pas besoin pour l'instant de cette forme de violence pour essayer de briser le mouvement ouvrier, déjà très affaibli.) Mais déjà le culte du chef et le tout sécuritaire qui est son fond de commerce sont des indices suffisants. A cet égard, que 40 % des Français se disent en faveur d'un pouvoir autoritaire, voire d'un gouvernement d'experts en dit long sur le discredit de la démocratie.

C'est l'impuissance des politiques qui alimente évidemment cette aspiration.

Aujourd'hui l'État est faible avec les forts et fort avec les faibles. C'est avec cela qu'il faut rompre.

Face à cela, il faudrait s'attacher à développer un Front du peuple. Et la gauche anticapitaliste à cet égard a une responsabilité écrasante (qui pour l'instant semble en tout cas l'écraser).

D'abord, celle de surmonter ses divisions qui contribuent à la rendre inaudible.

Ensuite, celle de parler plus fort et faire preuve de courage politique.

Le FN s'appuie sur quatre piliers : le chômage (qui continue de croître), le sentiment de l'insécurité (que le climat de guerre actuelle renforce), le sentiment d'humiliation nationale (que provoque l'Europe à domination allemande) et la crise d'identité culturelle des Français qui se "sentent étrangers en leur propre pays".

Sur ces quatre points, il est urgent d'adopter un discours clair et fort.

La gauche (radicale) se tient trop à l'écart du combat culturel sur les questions d'identité. Quand la droite et l'extrême-droite se réfèrent à Gramsci, on ne devrait pas le leur laisser. Il y a une idée et une image nouvelle de la France à défendre, en accord avec une réalité nouvelle, celle d'une nation diverse et internationaliste.

Sur le chômage et la situation sociale, pour populariser un programme "d'état d'urgence sociale", avec des mesures immédiates et des mesures de mise au pas du capital financier.

Sur la sécurité, c'est une politique de paix qu'il faut promouvoir, de paix à l'intérieur et à l'extérieur. Quitte à être à contre-courant. (De l'état d'urgence par exemple et des bombardements). C'est même en étant à contre-courant qu'on peut finir par se faire entendre.

Sur la reconquête de la souveraineté face à l'Europe des banquiers, le moins qu'on puisse dire, c'est que la vraie gauche manque de clarté. Quels reculs depuis la campagne contre Masstricht... On peut être pour la coopération internationale et pour l'indépendance nationale. Les ambiguïtés "européistes" des gauches radicales européennes sur ce point sont suicidaires, comme vient de le montrer avec force l'exemple grec et la capitulation de Syriza.

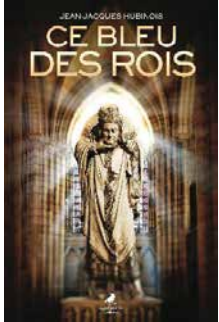
Enfin, cette gauche se tient trop à l'écart du combat culturel sur les questions d'identité. Quand la droite et l'extrême-droite se réfèrent à Gramsci, on ne devrait pas le leur laisser. Il y a une idée et une image nouvelle de la France à défendre, en accord avec une réalité nouvelle, celle d'une nation diverse et internationaliste.

● Patricia Latour et Francis Combes



Des ressources pour la transition

Les cerises du verrier...



Ce bleu des Rois
Jean-Jacques Hubinois
Morigane éditions
295 p. - 18 €

Quelle quête a donc menée Quentin des Chartres à la basilique de Saint-Denis ? Le maître vitrailiste nous porte dans un long cheminement à travers le XIII^e siècle à la recherche d'un secret de fabrication. On y partage le savoir faire du métier, les conditions de son exercice, la puissance des financeurs (déjà). On y côtoie ce vieux Saint-Denis, son peuple et ses rues. Ce roman est une lecture agréable et instructive. On y appréhende une tranche d'histoire. On y affronte aussi les soubresauts d'un siècle où "l'étranger" dangereux était huguenot. Voici qui nous parle dans ces jours sombres.

Femmes en fête



DECCA 14,99€ et 19,99 €

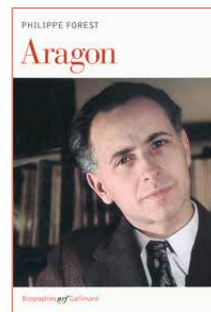
Deux CD qui mixent sonorités et rythmes à l'image de la diversité complémentaire de notre monde.

Ibrahim Maalouf – ce jazzmann que les douaniers ont retenu au point de lui faire rater son concert – a sorti deux CD. Du premier, *Kalthoum*, il disait avoir recherché « *une célébration des femmes qui ont bouleversé le cours de l'histoire et dont l'influence artistique a eu un impact jusque dans nos vies actuelles. J'ai donc choisi une figure emblématique, véritable monument de l'histoire du peuple arabe, et qui est par ailleurs la voix que j'ai le plus écoutée depuis ma toute petite enfance :*

Oum Kalthoum. » Le second, *Red & Black Light*, est, toujours selon son auteur « *une ode à la femme d'aujourd'hui et à son rôle fondateur et fondamental pour espérer un avenir meilleur. Les femmes de ma famille ont eu, et ont encore aujourd'hui, une influence incommensurable sur tout mon travail musical. Notamment parce qu'elles m'inspirent considérablement dans leur façon de gérer leur quotidien et celui de leur entourage. Malgré des vies en labyrinthes, complexes et souvent dramatiques, elles portent en elles une force et une stabilité similaires à une forme de transe inébranlable. Elles me donnent l'impression de ne jamais perdre de vue ce qui est essentiel.* »

Plus sur le site de l'*Humanité* et celui du jazzman :
<http://www.humanite.fr/lhommage-dun-prince-une-diva-du-peuple-592454> et <http://www.ibrahimmaalouf.com>

Pour lire et relire Aragon



Par Philippe Forest
896 p. + 16 p. hors texte
31 illustrations - 29 €€

Philippe Forest livre dans la grande collection Biographies Gallimard un grand Aragon. Alors que les biographies existantes étaient celle d'un proche, Pierre Daix, écrite du vivant de son sujet, et celle d'un communiste qui l'avait bien connu, Pierre Juquin, celle-ci est le fait d'un littéraire, universitaire spécialiste de l'œuvre d'un homme qu'il n'a peut-être vu qu'une fois de ses yeux. Pour qui aime Aragon, c'est un grand et beau livre, plein d'informations biographiques, comme il se doit, mais surtout de commentaires littéraires pertinents et informés. Qu'il s'agisse de la période surréaliste, en particulier, ou de l'œuvre du vieil Aragon, la bienveillance du critique ne se compare qu'à son érudition. On savait qu'Aragon était un monument de notre histoire littéraire, on sort de la lecture du livre de Forest renforcé dans cette idée, avec l'envie pressante de lire et de relire Aragon. Relire *Le Paysan de Paris*, relire *Le Roman inachevé*, *Les Poètes* et *Le Fou d'Elsa*, relire *La Semaine Sainte*, *La Mise à mort*, *Blanche ou l'oubli*, *Théâtre/Roman* et quelques autres choses. Il faut bien exprimer un regret : s'il est un fin connaisseur de la vie littéraire, Forest manque visiblement de ●●●

●●● connaissances d'histoire politique qui sortent du lieu commun le plus rebattu ; et tout y passe dans la reprise a-critique de tout ce qui a pu se dire de platitudes désinformées ou malintentionnées sur le communisme - dont la vie d'Aragon épouse une grande part de l'histoire. Ce n'est pas là un mince défaut du livre. Pourtant, pour tout ce qu'il apporte, sa lecture est hautement recommandable à quiconque dispose des moyens de rectifier ces faiblesses - au total limitées.

Une lecture simple pour une question complexe



Émancipation et pensée du complexe

Janine Guespin-Michel

Éditions du Croquant

128 p. - 8 €

Ce court opuscule est "d'une exquise clarté". Les mathématiques forgent des "outils" qui permettent à la physique l'exploration et la compréhension du réel. La progression des connaissances et "la révolution scientifique et technique" ont imposé de trouver des outils qui rendent compte de ce réel, permettent la construction de "modèles" dont le but est de rendre ce réel "prédictible", mais de façon plus assurée et opérationnelle que le déterminisme scientiste ou qu'une lecture simpliste de Marx était censée l'établir. L'auteure insiste : compliqué, le contraire de simple, n'est pas synonyme de complexe et complexe n'a pas de contraire !! Au-delà de cet apparent jeu de mots, l'auteure nous donne une description très claire des clés de la pensée des "systèmes complexes". Son talent pédagogique nous donne les moyens de saisir la différence entre la "pensée linéaire", issue principalement de Descartes et les "systèmes dynamiques non linéaires". Nous avons ici l'occasion d'approcher de façon plus précise "l'effet papillon" ou "la théorie du chaos" et d'établir le(s) lien(s) avec la dialectique et ce que Engels développe dans la *Dialectique de la Nature*, principalement, grâce aux concepts d'"émergence" et d'"auto-organisation".

L'abord de cette pensée des systèmes complexes ne nous est guère facilité par la pensée (linéaire) cartésienne, mais le concept de "saut qualitatif" nous en permet l'approche décomplexée (mais oui !)... même si il faut parfois relire tel ou tel paragraphe. Le complexe nous paraît presque simple.

Pour une autre approche de cet ouvrage voir : <http://www.regards.fr/web/article/emancipation-et-pensee-du-complexe>

“La vivacité de l'exigence démocratique et la réinvention nécessaire de la politique”



L'État corrompu

Tumultes n° 49

180 p. - 20 € €

Le nouveau numéro de la revue Tumultes, consacré au thème "L'État corrompu" est paru. Au sommaire de ce numéro sous la direction de Patrick Cingolani, Federico Tarragoni et Étienne Tassin, de nombreuses contributions structurées autour de trois thèmes :

- "République"

Sonia Dayan-Herzbrun : De quoi la corruption est-elle le nom ? Esquisse d'interprétation

Éric Alt : La République à l'épreuve de la corruption

Thierry Ménissier : Quelle philosophie de la corruption dans les républiques d'après la vertu civique ?

- "Démocratie"

Domenica Farinella : L'État italien et la corruption.

Causes historiques et inflexions contemporaines

Sergio Pérez Cortés : Faiblesses de la démocratie. Le cas du Mexique

Bruno Pepe Russo : Banalité et complexité sociopolitiques dans deux *waste-scapes* : Kitwe et Naples. Une critique de l'anthropologie négative

- "Oligarchie"

Pierre Lascoumes : La production oligarchique des normes anti-corruption

Jean de Maillard : L'auto-corruption, paradigme du capitalisme financier

Jean Abel Pierre : La corruption entre complexité et tour de force du droit international

Martin Breugh : De l'oligarchie. Considérations préliminaires pour une enquête sur le règne du petit nombre aujourd'hui

+ d'infos ici : <http://www.editionskime.fr/revues/tumultes/> et sur le site <https://entreleslignesentrelismots.wordpress.com> auquel est le titre de cette présentation. ●●●

●●● Là où leur vie est restée en plan



La machine est ton seigneur et ton maître
Yang - Jenny Chan - Xu Lizhi
Editions Agone
128 p. - 9,50 € €

Analyses et parcours d'ouvrier-e-s par la sociologue Jenny Chan.

« Les machines ressemblent à d'étranges créatures qui aspirent les matières premières, les digèrent et les recrachent sous forme de produit fini. Le processus de production automatisé simplifie les tâches des ouvriers qui n'assurent plus aucune fonction importante dans la production. Ils sont plutôt au service des machines. Nous avons perdu la valeur que nous devrions avoir en tant qu'êtres humains, et nous sommes devenus une prolongation des machines, leur appendice, leur serviteur. J'ai souvent pensé que la machine était mon seigneur et maître et que je devais lui peigner les cheveux, tel un esclave. Il fallait que je passe le peigne ni trop vite ni trop lentement. Je devais peigner soigneusement et méthodiquement, afin de ne casser aucun cheveu, et le peigne ne devait pas tomber. Si je ne faisais pas bien, j'étais élagué.

Foxconn est le plus grand fabricant du monde dans le domaine de l'électronique. Ses villes-usines, qui font travailler plus d'un million de Chinois, produisent iPhone, Kindle et autres PlayStation pour Apple, Sony, Google, Microsoft, Amazon, etc. En 2010, elles ont été le théâtre d'une série de suicides d'ouvriers qui ont rendu publiques des conditions d'exploitation fondées sur une organisation militarisée de la production, une taylorisation extrême, l'absence totale de protection sociale et une surveillance despotique jusque dans les dortoirs où vivent les ouvriers. »

Innovations, démocratie et bien commun



Au-delà du marché
Bernard Perret
104 p. - 10 €
Les Petits matins, Institut Veblen

« La croissance est désormais structurellement faible en Europe. Est-ce dû à des politiques économiques inadéquates ? À une panne de l'innovation ? En partie sans doute, mais cette lan-gueur renvoie surtout à un problème plus fondamental : l'épuisement du "coeur du réacteur" de l'économie capitaliste, à savoir le mécanisme de transformation des besoins en marchandises.

De nouvelles pratiques sociales émergent : troc, réparation, jardins partagés, échange de logement, *crowdfunding*, fab-labs, économie collaborative, qui sont autant de réponses spontanées à cette situation de blocage. Mais il y a plus : au sein même du monde productif s'affirment des logiques de coproduction, de coopération, de responsabilité écologique et de symbiose avec la société qui s'éloignent des schémas de rationalité typiques du capitalisme.

Fort diverses à tous égards, ces innovations sont porteuses de valeurs démocratiques et d'une aspiration à contribuer activement au bien commun. Elles devraient être favorisées par des politiques publiques imaginatives et ambitieuses. Car, à l'heure où le pouvoir d'achat stagne et où les impératifs écologiques se font sentir, une amélioration de la qualité de vie est possible si l'on produit et consomme autrement. »

● Lu ou écouté par **Gilles Alfonsi, Frédéric Bouviolle, Michèle Kiintz, Laurent Lévy, Michel Mourereau, Patrick Vassallo**, des mots des éditeurs, des librairies indépendantes et des (trop rares) disquaires de nos quartiers.

Cerises

publication de l'Association
des communistes unitaires

- Noyau -

Gilles Alfonsi, Gilles Boitte,
Michèle Kiintz, Roger Martelli,
Philippe Stierlin, Catherine Tricot,
Pierre Zarka.

cerises@plateformecitoyenne.net

Abonnement gratuit en ligne :
<http://plateformecitoyenne.net/cerises>

www.cerisesenligne.fr



MEDIAPART



**DÉDUCTIBLE
DE VOTRE
DÉCLARATION
2015**

VOUS POUVEZ FAIRE UN DON À REGARDS !

Le site *regards.fr* et le trimestriel *regards* ont trouvé au cours de l'année dernière une place nouvelle : le lectorat, la fréquentation du site, les débats sont plus nombreux.

Nous croyons ces espaces d'informations, de réflexions et de discussions utiles à la gauche qui veut encore changer la société.

Nous les réalisons avec des moyens très contraints, provenant pour l'essentiel de vous, amis lecteurs.

Si vous pouvez épauler nos efforts pour maintenir une presse créative et engagée, nous vous en serons reconnaissants.

Le système Presse et Pluralisme permet de découpler vos dons.

COMMENT ?

Les sociétés de presse ont obtenu que les dons aux journaux soient défiscalisés à 66% pour les lecteurs.

UN EXEMPLE CONCRET ?

Vous donnez 100 euros, vous déduisez de vos impôts 66 euros. Au final, cela vous coûte 34 euros !

QUI PEUT DONNER ?

Tout le monde. Pas besoin d'être abonné.

COMBIEN PEUT-ON DONNER ?

Il n'y a aucun montant minimum, ni maximum imposé. La déduction fiscale accordée est plafonnée à 20 % du revenu imposable. Si vous payez 1 000 euros d'impôt, vous pouvez bénéficier d'une remise d'impôt plafonnée à 200 euros. Ce qui correspond à un don de 300 euros.

Nous savons pouvoir compter sur vous. D'avance, un grand merci.

Clémentine Autain

Roger Martelli



Je fais un don de € au profit exclusif de **Regards**

Et je libelle mon chèque à l'ordre de: Presse et Pluralisme / Opération REGARDS

Je précise mes coordonnées

(afin que Presse et Pluralisme puisse émettre le reçu fiscal qui me permettra de bénéficier de la réduction sur mon impôt sur le revenu)

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Adresse e-mail

Téléphone

Coupon à retourner accompagné de votre chèque exclusivement à:

Presse et Pluralisme, TSA 32649
91764 Palaiseau CEDEX

Tous les dons à Presse et Pluralisme vous permettent de bénéficier d'une réduction d'impôt de 66%, dans la limite de 20% de votre revenu imposable.	Lorsque vous faites un don de	Vous déduisez de votre impôt	Il vous en coûtera seulement
	25 €	16,50 €	8,50 €
	100 €	66 €	34 €
	500 €	330 €	170 €

Les informations recueillies sont indispensables au traitement de votre don. Elles sont enregistrées dans le respect de la loi du 6 janvier 1978, dite Loi informatique et libertés. Vous bénéficiez sur simple justification de votre identité d'un droit d'accès de regard et de rectification sur toutes les informations vous concernant contenues dans nos fichiers.

Ces dons doivent intervenir avant le 31 décembre 2014 pour entrer dans vos calculs de revenus de l'année.